



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Lutte contre l'habitat indigne - Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du "Permis de louer" entre Montpellier Métropole Méditerranée et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°2020-171 en date du 15 septembre 2020, Montpellier Métropole Méditerranée a décidé d'instaurer le « Permis de louer » sur son territoire. Conformément à cette délibération et à la réglementation, le régime de l'autorisation préalable de mise en location de logement sera instauré sur le périmètre défini du quartier de Celleneuve à Montpellier, à compter du 1er avril 2021.

Ce dispositif vise à compléter les actions de repérage du logement indigne et à s'assurer, avant la mise en location des logements qu'ils ne portent pas atteinte à la santé et à la sécurité des futurs occupants.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « loi ELAN », permet aux EPCI de déléguer aux communes qui en font la demande, le suivi et la gestion de l'autorisation préalable de mise en location.

La Ville de Montpellier a délibéré le 30 novembre 2020 pour solliciter la délégation.

Pour le périmètre défini du quartier de Celleneuve, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier, qui exerce déjà des missions de lutte contre l'habitat indigne et plus particulièrement les contrôles de décence dans le cadre d'une convention signée avec la Caisse d'Allocations Familiales, les contrôles au regard du règlement sanitaire départemental (RSD) et la police de l'insalubrité, est le mieux à même d'assurer le suivi de la mise en œuvre du « Permis de louer ».

La délégation de mise en œuvre prévoit une répartition des missions entre Montpellier Métropole Méditerranée et le SCHS de la Ville de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole conserve la coordination d'ensemble du dispositif (communication globale, information préalable des propriétaires et mandataires au sein du périmètre concerné, animation de groupes de travail, information et veille, lien avec les partenaires) et mettra en place une interface entre la plateforme métropolitaine à créer et l'application Métier déjà utilisée par le SCHS pour permettre la bonne instruction et la gestion des dossiers de demande.

La Ville de Montpellier s'engage à assurer l'accueil physique, l'information de proximité auprès des propriétaires et des pétitionnaires, à assurer l'enregistrement, l'instruction administrative et technique des demandes notamment par une visite du logement concerné, à coordonner cette instruction avec les pouvoirs de police du Maire, au besoin.

La Ville de Montpellier s'engage à affecter le personnel et les moyens nécessaires et suffisants à l'exécution des missions qui lui sont confiées et à instruire les demandes d'autorisation dans le délai d'un mois prévu par la législation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de donner la délégation de la mise en œuvre et du suivi du dispositif du « Permis de louer » à la Ville de Montpellier/Service Communal d'Hygiène et de Santé, sur le quartier de Celleneuve ;
- d'approuver les termes de la convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du « Permis de louer » à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le président de Montpellier Métropole Méditerranée, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ce dossier.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151812-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan périmètre
- Convention de délégation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.